

[Assemblée générale]

2017 : année de transition

Nous avons voulues et actées d'importantes évolutions lors de notre assemblée générale extraordinaire de mars 2018. Elles sont mises en œuvre progressivement et sont issues d'une réflexion qui les a précédées.

2017 marque donc un tournant, un passage, une transition vers cette redynamisation de notre Centre de Recherche, de Formation et d'Histoire sociale.

Le Centre Henri Aigueperse, familièrement appelé entre nous le CHA, est un outil au service de l'UNSA Éducation. C'est dans cet esprit que tous les militants, qui l'ont animé, se sont inscrits.

Si le Centre peut aujourd'hui prendre un nouvel essor, c'est avant tout grâce à eux, qui ont, avec le temps et les moyens dont ils disposaient, permis que cet outil perdure.

Mieux, qu'il continue d'exister et de produire, maintenant notre présence et notre implication à l'IREs, à l'HIMASE, au CODHOS, notre collaboration avec le Centre d'Histoire sociale de Paris 1 pour le Prix Maitron.

C'est également au nom du Centre Henri Aigueperse que de nombreux militants de l'UNSA Éducation et de ses syndicats ont pu bénéficier de journées de formation syndicale.

Faire le bilan de l'année écoulée, ce n'est donc pas uniquement se plier à l'obligation légale de clore l'exercice passé, c'est prendre conscience de ce que peut apporter notre ancrage dans la recherche, la formation et l'histoire sociale pour le développement de notre syndicalisme. C'est un point de départ et une ambition pour l'avenir.



Toujours accessible, l'ancien site du Centre Henri Aigueperse conserve la mémoire des travaux de ces cinq dernières années :

<http://cha.unsa-education.com/>

A l'ordre du jour :

1 Année de transition

2 Les finances

3 Les recherches

4 Les formations

5 L'histoire sociale

6 La communication

7 Les évolutions

8 Les résolutions

2 : Les [finances] du Centre : positives, mais fragiles

Le bilan financier du Centre est largement positif en 2017 avec un excédent de 68 135,86 euros

Deux raisons l'expliquent. D'une part l'apport de l'Ires de 136 364,70 euros pour les recherches alors que toutes ne sont pas encore achevées, rendues et donc payées : seulement 96 000 euros versés.

D'autre part le financement par l'État des stages CHSCT pour 77 220 euros.

Pour autant, cette situation favorable ne doit pas cacher la fragilité des finances du Centre.

D'une part, les stages CHSCT ne seront pas développés avec la même ampleur chaque année, les élus n'ayant droit qu'à 2 jours de formation par mandat.

D'autre part, des incertitudes continuent à planer sur l'avenir de l'Ires et sur son budget, même s'il a été stabilisé cette année 2018.

Enfin, les évolutions en cours et à venir ont des coûts qui n'apparaissent pas dans le budget 2017.

Ainsi, l'an prochain seront inclus les frais de fonctionnement du poste de délégué général, dûs à la Fédération.

Le Centre devra donc trouver de nouvelles sources de financement.

Quant à la revue [R], elle devra trouver son équilibre financier. C'est pourquoi, elle est vendue et ne peut être distribuée.



3 : Les [Recherches] : un retard qui se résorbe

Les recherches commanditées ou menées directement par le Centre s'inscrivent dans les conventions d'objectifs contractualisées avec l'IRES et donc financées par cet organisme placé auprès du Premier ministre.

La durée théorique d'un programme de recherche est de 18 à 24 mois. Les années passées avaient pu donner lieu à des retards importants. Le but est de revenir à un délai raisonnable pour le rendu des travaux.

Les travaux réalisés

Ainsi en 2017-2018, trois études et recherches ont été achevées, validées par nos comités de suivi et déclarées conformes par l'IRES.

- une étude portant sur **Les pactes sociaux en Europe**, composée de sept monographies nationales et d'une analyse comparative, elle a été réalisée par l'IRES et coordonnée par Udo Rehfeldt, politologue-économiste

- une étude analysant **D'une génération à l'autre : Écarts de retraite entre les hommes et les femmes, dans le privé et le public**. Cette étude réalisée par Economix sous la direction de Dominique Meurs, prolonge celle rendue en 2015.

Elle présente un chiffrage détaillé des écarts de retraite en France entre les hommes et les femmes par type de régime et analyse les facteurs à l'origine de ces écarts

- une étude réalisée par Claire Caboché, alors doctorante à Lyon 2, aujourd'hui docteure es sciences de l'Éducation sur **Les jeunes invisibles : ni en éducation, ni en formation, ni en emploi et ni en accompagnement en France et en Europe**.

Les sujets déposés

Le nombre de recherches que peut engager le Centre est fonction de l'enveloppe financière attribuée par l'IRES.

Celle-ci ayant baissé, il a été décidé de limiter à deux les études sollicitées en 2017.

La première portait sur **L'interdisciplinarité : du collège au parcours professionnel**. Le contexte d'abandon des EPI, nous a conduit à modifier le sujet en 2018.

La seconde recherche est consacrée aux **Jeunes et politiques de jeunesse : quelles évolutions ?**

Elle est menée par le centre fédéral, en lien avec la « chaire jeunesse » de l'École des hautes études de santé publique-EHESP et l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP). L'étude porte sur l'architecture globale des politiques de jeunesse actuelles et son adéquation avec les besoins identifiés des jeunes, dont leur place au cœur de ces politiques qui leur sont dédiées.

La valorisation des résultats

Au-delà de l'effort en cours sur les délais de rendu des travaux de recherche, le Centre doit mieux prendre en compte la dimension de valorisation des résultats. Cela passe par une meilleure anticipation des sujets déposés, par un renforcement de nos publications ainsi que par des partenariats à développer.



4 : Les [formations] : Des actions nouvelles

Le Centre assure la labellisation des stages de formation syndicale.

Ainsi en 2017 ce sont 878 labels qui ont été délivrés, dont :

- 15 pour les sections régionales
- 628 pour les syndicats nationaux

- 12 pour des formations du catalogue national de la Fédération

Contribuant à la formation de plus de 6550 militants dont 250 pour les stages des régions et 299 dans le cadre de ceux du catalogue national.

Deux actions nouvelles ont été également mises en œuvre en 2017.

La première concerne les élus de l'UNSA Éducation dans les Comités d'Hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Il s'agit de former comme le prévoit la loi du 5 juillet 2010, relative à la rénovation du dialogue social dans la Fonction publique, les représentants des personnels qui siègent dans les CHSCT. 11 stages ont ainsi été réalisés en 2017

Par ailleurs, fort des résultats du baromètre UNSA des métiers de l'Éducation et de notre expertise sur la connaissance des publics enseignants et plus largement éducateurs, le Centre a mis en place des stages de formation permettant une meilleure connaissance du champ éducatif et de ses acteurs. Ces stages ont été réalisés pour les délégués de la CASDEN. Le premier stage s'est déroulé en octobre 2017 (les autres sur 2018)

5 : L'([Histoire sociale]): héritage et perspective

L'histoire sociale est l'activité originelle du Centre. Elle nous inscrit dans un héritage et dans une perspective : savoir d'où nous venons pour choisir où nous allons.

Elle nous inscrit également dans un travail partenarial avec les historiens et acteurs d'autres organisations avec lesquels le Centre siège dans plusieurs instances.

Ainsi, le Centre est membre de :

HIMASE (Association pour l'Histoire des militants associatifs et syndicaux de l'éducation).

Guy Putfin assure les fonctions de secrétariat général de l'association. L'assemblée générale de l'Himase s'est tenue le 25 janvier à la Bourse du travail, suivie par un petit colloque intitulé: **Des personnels de l'Éducation dans la Résistance**.

Le Maitron.

Guy Putfin est membre du conseil d'administration de l'association des Amis du Maitron et a participé aux réunions, et à l'Assemblée générale qui a lieu en début de la "Journée Maitron".

CODHOS (collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale).

Guy Putfin y représente le Centre. Depuis que les archives de la FEN ont été versées aux Archives nationales, et que nous n'avons plus réellement de Centre de documentation ouvert au public, la question de continuer à adhérer au Codhos peut se poser. Mais notre présence y semble souhaitée et c'est un lieu important d'échange et d'information sur l'histoire sociale et les nombreuses initiatives menées dans ce domaine.



Le Prix Jean Maitron 2017 a été attribué à Guillemette Prévot pour ses mémoires sous la direction de R. Campos : **La fondation de la Chambre syndicale des artistes musiciens de Paris : entre idéologie et pragmatisme (1901-1903) et Musiciens d'orchestre en grève (1902-1906)** (Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris).

6 : Notre ([Communication]): plus ouverte vers l'extérieur

2017 aura été l'occasion de mettre en ligne 22 articles sur le site du Centre Henri Aigueperse et de les relayer sur les réseaux sociaux, ainsi que par une lettre interne.

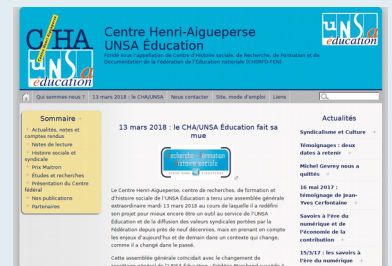
4 militants nationaux sont décédés durant l'année : Albert Guillot (SIEN), Michel Courcières (SNPsyEN), Michel Gevrey (SNI-PEGC, JPA, CCOMCEN) et Jeanne Vincent (SNI-PEGC). Le Centre leur a rendu hommage.

Renouant avec une tradition ancienne, le Centre a repris un cycle de témoignages : ce furent ainsi Guy Putfin (les 21 mars et 16 novembre) et Jean-Yves Cerfontaine (les 16 mai et 14 décembre) qui proposèrent un regard rétrospectif sur leurs parcours militants, l'évolution du syndicalisme, les enjeux éducatifs.

Leurs témoignages sont enregistrés et pourront être diffusés très prochainement.

Les résultats de la recherche effectuée par Vincent Puig de l'IRI pour l'UNSA Éducation « **Production et transmission des savoirs à l'ère du numérique et de l'économie de la contribution** », ont donné lieu à une communication publique le mercredi 15 mars 2017.

Cette valorisation aura été l'occasion de prendre contact avec des chercheurs et des praticiens du numérique dans le champ éducatif et d'y renforcer notre présence.



7 : Les ([Évolutions]) en cours et à venir

Une cohérence d'ensemble

Il s'agit moins de faire vivre des « pôles » comme cela a été jusqu'à présent le cas, que de construire une cohérence d'ensemble des actions du Centre.

Ainsi les résultats des recherches, les éléments de l'histoire sociale peuvent venir alimenter les actions de formation, la dimension historique peut aider la compréhension d'un sujet d'actualité...

Le développement des partenariats

L'enrichissement de notre réflexion passe par un travail en réseau afin de la confronter et de l'enrichir avec celle d'autres acteurs du champ éducatif. Dépassant le cadre formel, il s'agit de créer de véritables coopérations avec les partenaires qui nous sont proches (MGEN, Casden, Ligue de l'enseignement...) et de les étendre à d'autres (CRAP, Ceméa...)

La rénovation de nos supports de communication

Le nouveau site internet <https://centrehenriaiguepers.e.com/>, la revue mensuelle **[Quoi de 9 ?]**, la revue **[R]**, sont autant de supports qui permettent de faire connaître le Centre et ses travaux, mais aussi l'actualité des questions de recherches, d'éducation et de culture. Ils sont au service de la Fédération, de ses sections, de ses syndicats.



Les [résolutions] de l'Assemblée générale

1: RAPPORT MORAL ET D'ACTIVITÉ

L'assemblée générale du Centre Henri-Aigueperse / UNSA Éducation, réunie à Bagnolet le 12 septembre 2018, **approuve le rapport moral et d'activité** présenté au titre de l'année 2017.

2: COMPTE RENDU FINANCIER

L'Assemblée générale du Centre Henri-Aigueperse / UNSA Éducation, réunie à Bagnolet le 12 septembre 2018, après avoir pris connaissance du bilan et du compte de résultats, entendu les explications du trésorier, le rapport de la commission de contrôle et celui du commissaire aux comptes :

1^o **donne quitus de sa gestion au trésorier national en fonction pour l'exercice 2017** ;
2^o **approuve les comptes de l'exercice 2017**.

3: PROJET DE BUDGET 2018

L'Assemblée générale du Centre Henri-Aigueperse / UNSA Éducation, réunie à Bagnolet le 12 septembre 2018, sur la proposition du trésorier, conformément aux dispositions de l'article 14 des statuts, **approuve le projet de budget** pour l'année 2018 incluant le taux de cotisation présenté par le trésorier.

4: INSTANCES DU CENTRE FÉDÉRAL

L'Assemblée générale du Centre Henri-Aigueperse / UNSA Éducation, réunie à Bagnolet le 12 septembre 2018, sur proposition du président **ratifie la composition partielle du Conseil d'orientation** pour l'année 2018-2019 et donne mandat au Bureau pour le compléter.

Composition du Conseil d'Orientation

Frédéric MARCHAND (Président)
Fabrice Coquelin (Vice-président)
SE
SNPDEN
Sup'REcherche

Nathalie BOUCHER-PETROVIC (communication)
Xavier PONS (sociologie politique)
Christophe PROCHASSON (histoire)
Nathalie ROUCOUS (sciences de l'Éducation)

MGEN
CASDEN
Ligue de l'Enseignement

Christian CHEVALIER
Guy PUTFIN
Philippe TOURNIER

Denis ADAM (Délégué général)
Benoît KERMOAL (Délégué à l'histoire sociale)
Fabrice SECHET (Délégué aux formations)



Pour tout contact :
Denis Adam
Délégué général
Centre Henri Aigueperse

87bis, avenue George Gosnat
94200 Ivry-sur-Seine

Téléphone : 07 70 74 33 33

Courriel : centrehenriaigueperse@unsa-education.org

Le Centre de Recherche, de Formation et d'Histoire sociale
de l'UNSA Éducation

Retrouvez tous les articles sur notre site :

<https://centrehenriaigueperse.com/>

